

chargé d'étudier le Livre blanc, et tous deux m'ont répondu que l'on avait renoncé à bien des transactions qui auraient aidé les Canadiens et leur auraient fourni des emplois, par crainte des dispositions du Livre blanc et de ce qui menaçait les Canadiens. Comme je l'ai déjà dit au député de Calgary-Sud (M. Mahoney), s'il y a des questions à ce sujet, je vous lirai les déclarations en question la prochaine fois que j'aurai la parole, puisque nous disposons du compte rendu des délibérations, et qu'elles y figurent. Ce n'est pas la première fois que j'en parle.

Lorsque nous parlons de notre économie, nous devrions faire mettre en œuvre par le gouvernement, une politique de contrôle destinée à résoudre ce qui est, selon moi, la difficulté la plus grave qu'ait connue ce pays depuis 1929. A l'heure actuelle, nos relations avec les États-Unis se sont tellement détériorées que l'on est obligé de se demander ce qui a été à la source de cette détérioration. Était-ce en partie le projet de loi sur la fiscalité? Était-ce en partie le Livre blanc? Était-ce en partie à cause de la déclaration sur l'OTAN? Nous n'avons jamais négocié avec nos amis. Le premier ministre a dit que nous réduirions nos forces à l'OTAN sans en discuter avec les États-Unis, et il a également adopté une attitude rigide à l'égard du NORAD. Voilà pourquoi notre situation s'est dégradée.

• (5.30 p.m.)

M. Mahoney: Racontez-nous ce que Diefenbaker avait dit à Kennedy.

M. Woolliams: Le premier ministre s'est rendu en URSS où il a tenu les propos suivants, extraits du texte d'une conférence de presse tenue à Moscou le 20 mai 1971:

Comme tout le monde le sait, à part d'être un excellent ami et voisin des États-Unis d'Amérique, le Canada est son allié dans l'OTAN et le NORAD et il importe de plus en plus à ses yeux de diversifier ses moyens de communication, en raison de la présence dominante des États-Unis d'Amérique...

Le premier ministre reconnaît l'amitié qui nous lie aux États-Unis dans le cadre de l'OTAN et du NORAD et notre étroite association du côté de nos ressources financières, mais il admet ensuite que nous n'avons jamais négocié...

M. le vice-président: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Poursuivez.

M. le vice-président: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député poursuive?

Des voix: D'accord.

M. Woolliams: Monsieur le président, je vais être aussi bref que possible. Le rapport sur la conférence de presse du premier ministre signale notamment ceci:

... Il importe de plus en plus, aux yeux du Canada, de diversifier ses moyens de communication en raison de la puissance dominante des États-Unis d'Amérique et cette attitude se traduit par une prise de conscience de plus en plus vive chez les Canadiens du danger qui menace notre identité nationale, du point de vue culturel, économique et peut-être même militaire.

Je pourrais extraire des passages d'autres discours, mais je m'en abstiendrai pour l'instant, car je pourrai parler de nouveau dans 20 minutes. J'apprécie la courtoisie des députés, qui me permettent de terminer mes remarques sur ce point. Nous avons insulté les États-Unis, à propos de l'OTAN et de NORAD. Notre premier ministre est allé visiter un pays communiste et a parlé de leur importance militaire pour le Canada et les États-Unis.

[M. Woolliams.]

Nous avons insulté les États-Unis à tous égards. Au cours de mon existence, notre premier ministre actuel est le seul qui, en se rendant aux États-Unis, n'ait pas réussi à négocier avec le président. Il refuse de lui écrire ou de lui téléphoner, et maintenant, nous discutons d'une grave question fiscale au moment où notre économie se trouve désorganisée.

Avant de reprendre mon siège, je risquerai une prédiction. A la fin de l'hiver...

M. Mahoney: Répétez-nous ce qu'a dit M. Diefenbaker.

M. Woolliams: Je sais que ces remarques atteignent le député de Calgary-Sud, mais ce sont les choses qu'il devra défendre publiquement lorsqu'il retournera à Calgary.

Notre premier ministre est le seul qui n'ait jamais réussi à négocier avec le président des États-Unis. Notre industrie est maintenant frappée par la surtaxe de 10 p. 100. Cette surtaxe mine énormément la puissance industrielle de la province d'Ontario. Si cette politique continue sans que le gouvernement en adopte une de son côté, nous aurons dans notre pays cet hiver un million de chômeurs.

Une voix: C'est ce que vous souhaitez et espérez.

M. Woolliams: Les libéraux disent que c'est ce que souhaite et espère, mais s'ils avaient écouté ce que j'ai dit au cours des 20 dernières minutes, ils comprendraient qu'il est maintenant opportun de présenter une politique favorable aux Canadiens, écartant pour ainsi dire le danger d'une grande crise économique.

[Français]

M. Laprise: Monsieur le président, avant de poursuivre davantage ce débat, je voudrais, à mon tour, dire quelques mots sur une partie du volumineux bill dont nous aurons à discuter au cours des prochains mois. Je dis bien «des prochains mois», car je m'attends que l'étude de ce bill de tout près quatre pouces d'épaisseur, de même que la liasse d'amendements qui l'accompagne, sera très longue.

Le fait que le bill C-259 était accompagné de plusieurs pages d'errata m'a laissé supposer qu'on entendait faire adopter cette mesure en vitesse.

Cela m'a laissé croire—je n'étais pas le seul à entretenir cette opinion—que l'étude du gouvernement était loin d'être à point, et nous en avons eu la preuve aujourd'hui lorsque le ministre des Finances (M. Benson) a présenté lui-même sa liasse d'amendements visant à modifier la plupart des articles de ce bill.

Monsieur le président, au moment où le ministre a rendu public le bill C-259, ce bill était loin d'être prêt et d'avoir l'accord du gouvernement, probablement des autres membres du cabinet, puisqu'au moment où l'on doit étudier le bill article par article, le gouvernement lui-même propose des amendements.

Chaque fois que nous avons eu à discuter de bills visant à modifier la loi de l'impôt ou les budgets, j'ai appris à les craindre. Je les crains parce que les amendements à la loi de l'impôt ont toujours été présentés au détriment des contribuables canadiens. Ils ont toujours contribué à dépourvoir de plus en plus le travailleur, le cultivateur, l'ouvrier, enfin, celui qui a le plus besoin de son revenu.

Peu importe à quel niveau on impose des taxes, elles tombent toujours sur le dos du petit travailleur, du consommateur.

M. Béchard: C'est pour cela qu'un million de travailleurs ne paieront pas d'impôt.

M. Laprise: Monsieur le président, l'affirmation du député de Bonaventure-Île-de-la-Madeleine (M. Béchard)